

Idée de génie ou immense fourbi ?

La Rochelle affiche l'ambition de devenir le premier territoire littoral français à atteindre la neutralité carbone. Un projet enthousiasmant mais qui bute sur les difficultés à s'émanciper de l'ancien monde



Dossier réalisé par Thomas Mankowski et Sébastien Hervier (16/12/2022)

larochelle@sudouest.fr

La Rochelle territoire zéro carbone : les élus n'ont plus que ces mots à la bouche. Pas une réunion publique, un conseil communautaire, une conférence de presse sans que ne soit convoqué le projet visant à atteindre la neutralité carbone en 2040, soit dix ans avant l'objectif fixé par la feuille de route française, la Stratégie nationale bas-carbone. Au-delà des 70 actions qu'il contient, LRTZC – son petit nom – a été érigé en projet de société.

L'ambition, portée par un consortium composé de la Communauté d'agglomération et la Ville de La Rochelle, l'Université, Atlantech et le Port Atlantique, fait unanimité. « Comment être contre ? », interroge un élu de ce territoire traumatisé par Xynthia. Sauf à être complotiste et à ne pas croire au réchauffement climatique, il n'y a aucune raison.

Il reste dix-huit ans pour baisser les émissions de gaz à effet de serre de 75 % sur le territoire rochelais et capter les 25 % restants dans des puits de carbone. Cela représente une baisse de 4,8 % des émissions chaque année, un bel effort lorsque l'on sait qu'en 2020, une planète presque à l'arrêt a vu ses émissions diminuer de 7 %. « Pour réduire les émissions de CO2, il est nécessaire de diminuer les consommations énergétiques mais aussi d'anticiper une demande électrique qui ne va pas décroître, même si nous faisons des efforts pour l'économiser », soupèse Gérard Blanchard, vice-président de l'Agglo en charge du développement durable.

De la clarté

Si la feuille de route prévoit un premier palier de baisse de 30 % des émissions en 2030, elle est encore assez imprécise sur le chemin à emprunter pour y arriver. « On est tous d'accord pour dire qu'il faut agir. Reste qu'on est sur un dossier hyper technique contenant de grandes zones de flou », regrette le conseiller municipal rochelais d'opposition Franck Coupeau (Le Renouveau). « Il y a une méthodologie qui n'est pas très claire », renchérit Daniel Chuillet, ingénieur du génie civil à la retraite. Déjà durant la campagne des municipales (il apparaissait en deuxième position sur la liste soutenue par LFI), il exprimait ses doutes. « Malgré les bonnes volontés, je ne suis pas sûr qu'on prenne les bonnes options. » Avec l'association écocitoyenne Capres-Aunis, il plaide pour un débat contradictoire avec les élus.

« On aimerait bien savoir où on en est », tance Xavier Allanic, membre du comité citoyen intégré au projet. Dans les chiffres présentés par LRTZC, on peut voir que les réductions d'émissions sont planifiées de manières linéaires et égales pour chaque poste retenu (intrants et consommation, mobilité, habitat, etc.). « Les objectifs sont très nébuleux », regrette Hélène Chauviré, manager au sein du cabinet de conseil en stratégie climatique Carbone 4. « Il manque des paliers intermédiaires avec des moyens associés et une modélisation plus précise pour comprendre quels leviers il faut activer pour aller dans la bonne direction. » Conscient de ce manque, LRTZC prépare depuis des mois une plateforme de données innovante dont une première version, nommée Terreze, a été dévoilée début décembre. Un système de suivi annuel des émissions, s'inspirant du budget climat de la ville d'Oslo, est aussi dans les cartons. La capitale norvégienne mesure en temps réel ses émissions grâce à de multiples indicateurs concrets.

En attendant, pour Hélène Chauviré, « il n'y a pas assez d'éléments pour juger si le projet est à la hauteur des ambitions affichées ». Et si elle reconnaît le côté précurseur de la démarche, l'effort d'information, la volonté de pousser à la résilience et à l'adaptation du territoire, elle reste néanmoins sur sa faim. « Ça ne va pas assez loin. On a l'impression que le projet est dans une dynamique de croissance verte et ce n'est pas à la hauteur des enjeux. »

La Rochelle territoire zéro carbone

1. Qui porte le projet ?

Un consortium composé de la Communauté d'agglomération et la Ville de La Rochelle, La Rochelle Université, Atlantech et le Port Atlantique.

2. Avec quels fonds ?



Le projet est chiffré à

82 millions d'euros

32 millions
apportés par
des partenaires privés

25 millions
par l'État

25 millions
par d'autres partenaires publics
dont l'Agglo, la Ville, la Région,
l'Ademe, etc.

3. État des lieux

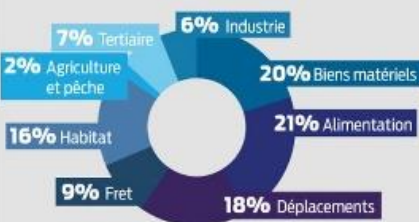


Le bilan carbone réalisé en 2019 fait état d'une empreinte carbone de

1,9 million de tonnes

équivalent CO₂ pour le territoire (dont environ 8% sont captés par des puits de carbone), soit **11,2 tonnes d'équivalent CO₂ par habitant**.

4. Synthèse des émissions



5. Objectif

Ce sont

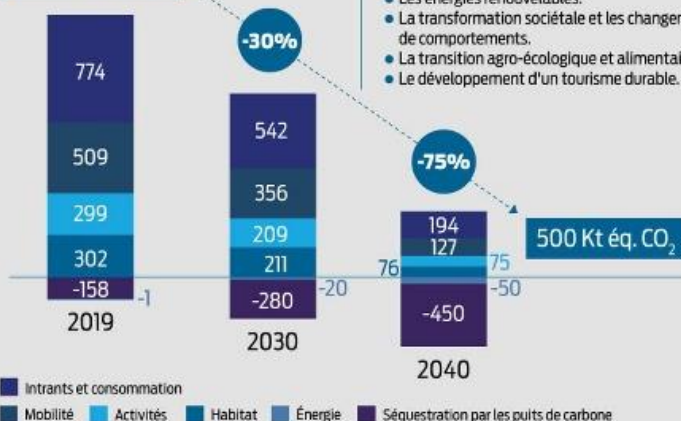
2 tonnes de CO₂ par habitant

que nous sommes censés émettre en 2050 pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C d'ici à la fin du siècle, objectif fixé par les **Accords de Paris**. La Rochelle territoire zéro carbone vise à atteindre la neutralité carbone, soit **absorber autant de carbone qu'on en émet, d'ici 2040**.

6. La trajectoire à suivre

Emissions de gaz à effet de serre à l'échelle de l'agglomération (170 000 habitants - 330km²)

2 000 Kt éq. CO₂



Les axes clés définis par les porteurs de la démarche :

- Le carbone bleu et la préservation du littoral et des marais.
- La rénovation du bâti et la construction.
- L'écologie industrielle.
- La mobilité.
- Les énergies renouvelables.
- La transformation sociétale et les changements de comportements.
- La transition agro-écologique et alimentaire.
- Le développement d'un tourisme durable.

infographie

Ancien et nouveau mondes

À son échelle, l'expérience rochelaise illustre le choc entre le modèle de société actuel et les enjeux climatiques. Le soutien de l'Agglomération à l'aéroport vaut comme illustration de la collision de ces forces contradictoires. « Il est utile à notre territoire », martèle le maire et président de l'Agglo Jean-François Fountaine qui rejette tout paradoxe et préfère renvoyer la patate chaude vers l'Europe qui ne prendrait pas les directives empêchant un billet d'avion de coûter moins cher qu'un billet de train.

LRTZC ne consacre aucune ligne à l'équipement sur son site internet alors que le transport aérien est une cible régulièrement mise en avant par les experts en décarbonation pour la baisse des émissions. « Dans la lutte contre le changement climatique, il y a de la dissonance à tous les étages, constate Hélène Chauviré. On a un mode de vie mortifère et c'est très difficile pour les décideurs de comprendre qu'il faut des changements de rupture, puis de l'accepter. Une collectivité doit avoir le courage de renoncer à son aéroport et l'agglomération rochelaise doit se poser la question. » Une analyse qui questionne, de la même manière, la volonté du maire-président, l'œil rivé sur la courbe de l'emploi, d'enrichir l'offre hôtelière sur La Rochelle.

Effet d'entraînement

Le projet LRTZC est toutefois encore jeune et n'a pas chargé toutes ses cartouches. Des actions autour de deux nouveaux axes seront mises en place prochainement, afin d'aller débusquer encore quelques tonnes de gaz à effet de serre. À savoir le tourisme durable et la transition agro-écologique et alimentaire, sur laquelle le comité citoyen a planché, proposant avant l'été une cinquantaine d'idées au comité de pilotage de LRTZC. Plus des deux tiers seront intégralement ou partiellement intégrées au projet.

« Ce n'est pas un "machin", sincèrement », défend Michel Puyrazat, président du directoire de Port Atlantique La Rochelle, l'un des membres du consortium. « On n'a pas tous les leviers mais on en a sur notre fonctionnement. On peut travailler sur nos propres émissions », complète Bernard Plisson, directeur stratégie et transition écologique du Grand Port. Et de décrire les projets d'électrification de quais pour les navires en escale, de production d'hydrogène, de boucle énergétique d'autoconsommation collective : « on voit

que l'autoconsommation gagne le port de plaisance et le port de pêche. C'est l'effet vertueux de la démarche collective : on nourrit le territoire et on se nourrit du territoire. »

Le projet La Rochelle territoire zéro carbone semble à la croisée des chemins : soit elle s'affirme en colonne vertébrale d'une politique de territoire, soit elle devient un immense fourre-tout.

Quoi qu'il advienne, la cité portuaire, cultivant son image de ville innovante, tiendra son rôle d'éclaireur : c'est dix ans avant tout le monde qu'elle réussira ou qu'elle échouera.

« Il y a peu de territoires capables de montrer une direction globale »

Si la démarche enthousiasme les scientifiques, celle-ci bute néanmoins sur plusieurs de leurs préconisations

Une promesse d'innovations, d'expérimentations, de créativité. Sur le papier, La Rochelle territoire zéro carbone ne peut que convaincre la communauté scientifique. Un élan est donné et les dynamiques qui en découlent suscitent la bienveillance des experts que nous avons sondés.

Démonstration avec le projet CatHy porté par des acteurs de la place portuaire. Il vise à retraiter une centaine de tonnes d'hydrogène dit fatal produite annuellement par la société Envirocat : une source locale au potentiel important puisqu'il permettrait d'alimenter jusqu'à 50 poids lourds. « Nous entrons dans une ère où il est nécessaire de savoir tout valoriser et si l'idée fonctionne, elle pourrait inciter d'autres industriels à investir pour valoriser ce sous-produit », s'enthousiasme le professeur Christophe Coutanceau, spécialiste de l'hydrogène.

« Les travaux des sociologues tendent à montrer que les révolutions sociétales ont plus de chance de fonctionner en partant d'en bas. On voit bien que les états et les COP n'y parviennent pas », relève Éric Chaumillon, responsable du master Géosciences et géophysique du littoral à La Rochelle Université. « C'est la bonne échelle à condition de bien travailler les interdépendances », complète Pascal Chauchefouin, directeur scientifique à l'espace MendèsFrance. « La Rochelle a toujours eu une démarche de différenciation et ça marche assez bien. Il y a très peu de territoires capables de montrer une direction globale. »

Paradoxes

Le projet peut infuser, pense ce maître de conférences en sciences économiques, et faire modèle s'il ne focalise pas l'attention sur les seuls aspects techniques mais imprègne le quotidien des habitants : dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité, etc. « Rendre la ville facile », résume-t-il.

Moins qu'au projet, la parole scientifique se heurte aux positionnements politiques de ceux qui le portent. Illustration a été donnée à l'issue du premier salon professionnel de la neutralité carbone organisé le 29 novembre par la coopérative carbone. Deux heures durant lesquelles les scientifiques invités à conclure la journée ont critiqué l'urbanisation dans les zones côtières, présenté les plans dignes en modèle de « mal adaptation » (« elles altèrent la vigilance des élus et des citoyens et les incitent à construire derrière », décryptait Virginie Duvat, géographe et membre du Giec), pointé les risques que fait courir le tout électrique sur les ressources minières, appelé à la décroissance : « il faut faire du démarketing territorial. Il faut dire autour de vous que La Rochelle, c'est pourri ! », provoquait l'ingénieur Philippe Bihouix, spécialiste des ressources minérales et promoteur des low-tech.



Pour réduire l'impact du tourisme, Philippe Bihouix appelle à s'engager dans la voie du « démarketing territorial ». X. LÉOTY

Une telle antienne ne trouve pas son écho dans les bureaux de l'exécutif rochelais qui, au nom de l'emploi, soutient l'économie du tourisme. Dans la même veine, il n'est jamais évoqué l'idée de dépoldériser – rendre à la mer des territoires –, certes complexe à mettre en œuvre mais redoutablement efficace pour atteindre les objectifs de séquestration carbone.

« C'est compliqué pour eux de dire qu'on va vers un monde plus contraint », avance le Rochelais Éric Chaumillon, invitant à la mesure. « Le projet démarre et dans une société complexe, ce ne sera pas dur de trouver des incohérences. »

« Il ne faut pas de décisions trop brutales pour les entreprises »

Vice-président de l'Agglomération en charge du projet LRTZC et du développement durable, Gérard Blanchard rejette la notion de décroissance. Et souhaite un changement de dynamique sur la question de la production énergétique locale



Gérard Blanchard. x.L

Pas une conférence de presse ou une prise de parole publique sans que LRTZC ne soit invoquée. À utiliser le projet comme s'il s'agissait d'un label, ne risque-t-on pas d'en diluer l'impact ?

LRTZC c'est un projet qui sert de support à une politique publique. Ce ne sont pas les 70 actions du projet qui à elles seules vont permettre d'atteindre la neutralité carbone. Elles sont généralement des expérimentations ou des démonstrateurs. On teste et si ça marche, on essaie de les généraliser dans nos politiques climatiques : dans le Plan climat air énergie territorial (PCAET), dans le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), etc. C'est pour ça qu'aujourd'hui dans le discours politique, LRTZC se retrouve à toutes les sauces. Le bon côté c'est que ça signifie que le message général est en train de passer, l'inconvénient c'est que ça nous revient en boomerang. Force est de constater que ça ne laisse pas les gens indifférents.

La démarche se trouve-t-elle à un tournant : soit elle parvient à structurer sa colonne vertébrale, soit elle devient un fourre-tout ?

LRTZC a montré qu'on était capable d'engager 80 millions d'euros sur 70 actions, vous n'allez pas trouver beaucoup de collectivités qui le font. Après se pose la question des relais et là on dépasse la dynamique d'un projet, on entre dans le dur. Personne ne râle sur LRTZC, cela commence lorsqu'on va sur le PCAET (NDLR : qui définit notamment la politique de l'Agglo concernant le déploiement sur le territoire d'éoliennes, de méthaniseurs, etc.). On est en train de changer de monde et au-delà de la crise climatique, la question qui est posée à la société c'est celle de la crise énergétique.

Vous parlez d'un projet mais on a aussi parfois l'impression que c'est un engagement, qu'on va y arriver.

C'est les deux. Les 70 actions nous permettent de lancer la dynamique. D'ici 2040, 100 % des actions LRTZC seront lancées. En revanche, garantir qu'on parviendra à la neutralité carbone à cette date... Cela dépendra d'un certain nombre de choses, notamment de notre capacité à faire accepter des dispositifs qui ne sont pas dans le projet mais qui participent de cet engagement, à commencer par les dispositions contenues dans le PCAET. Les difficultés sont importantes. Et cela va dépendre aussi de décisions nationales. On ne détient pas toute la solution.

La démarche est-elle compatible avec un soutien à l'aéroport ?

C'est une vraie question. À terme, il faut changer les choses mais cela suppose qu'il faut être capable de se réorganiser au préalable sur le territoire. Il ne faut pas de décisions trop brutales susceptibles de mettre en difficulté un certain nombre d'entreprises qui fournissent beaucoup de travail à nos concitoyens. Aujourd'hui, mon souci est moins de savoir s'il faut financer l'aéroport, s'il faut accepter ou pas des bateaux de croisière – même si ce sont de vraies questions – que de faire en sorte que l'on renverse la dynamique globale sur la question de la production énergétique. Pour moi, c'est fondamental.

Est-ce que plus largement le projet est compatible avec le modèle économique rochelais qui repose sur 4 millions de touristes par an et les imports-exports du Grand Port ?

Cela fait partie de la difficulté. C'est la raison pour laquelle on travaille beaucoup pour diminuer l'impact de l'activité économique. Je ne tombe pas dans la radicalité consistant à dire que si on veut un territoire zéro carbone, il faut la décroissance, fermer le port, arrêter l'agriculture telle qu'elle existe aujourd'hui, perdre en attractivité. C'est un discours qu'on entend y compris au conseil communautaire mais ce n'est pas notre position. On part du principe que si on arrive à mettre en œuvre l'ensemble des actions programmées, on fera baisser nos émissions.



Éoliennes, panneaux solaires, méthaniseur... La production d'énergies renouvelables sur le territoire doit accélérer selon l'élus : « si on ne le fait pas, on nous le reprochera ». X. LÉOTY

C'est un discours qui peut créer de la friture sur la ligne...

Cela crée de la friture. Reste qu'il faut réinventer nos modes de fonctionnement et je fais partie de ceux qui pensent qu'il faut miser fortement sur la production d'énergies renouvelables même si ça crée des difficultés d'acceptation. À nous de travailler pour les rendre acceptables. Peut-on accepter de dire qu'on ne propose pas à nos concitoyens cette solution au problème énergétique sous prétexte qu'on n'a pas envie d'avoir d'éoliennes ou de champs photovoltaïques dans notre paysage ? Si on ne le fait pas, dans trois-quatre ans, on nous le reprochera.

Une ambition à construire avec la population

De nombreux outils ont été imaginés pour encourager l'adhésion des habitants à l'objectif de la neutralité carbone



LRTZC veut s'appuyer sur les pionniers de la transition écologique, comme Sébastien Wittevert avec son association Graines de Troc, pour mobiliser les citoyens. L.-C. SOUNALET / « SO »

« Le plus grand défi est la participation citoyenne, sans laquelle rien ne pourra se faire. »

Dès le début du projet, en juin 2019, le président du comité scientifique de LRTZC, Didier Roux, posait les bases. À partir de ce constat, une stratégie a été mise en place pour sensibiliser la plus grande part possible de la population à l'objectif de neutralité carbone. « C'est un axe à part entière de LRTZC », confirme Margaux Lambert, chargée de projet en participation citoyenne à l'Agglo.

En fil rouge de toute action autour de cet axe se niche le changement des comportements. « Le gros volet de la mission, c'est comment faire cheminer intellectuellement le citoyen vers sa vie en 2040 », insiste la jeune femme. Levier essentiel, l'aide des pionniers de la transition écologique sur le territoire est au cœur de la stratégie, notamment par le biais du concours Acteurs de la transition.

Lauréate en 2021, l'association Graines de troc basée à Périgny – elle vend des plants et des graines, propose des formations en permaculture, travaille sur le programme de forêt-jardin à Périgny et sème bien d'autres projets – a bénéficié d'une aide de 8 000 euros, investis dans la création d'une serre de 90 mètres carrés innovante. Construite avec du bois de récupération, elle est chauffée grâce à du fumier de cheval et à 11 000 litres d'eau jouant le rôle de tampon thermique. Indéniablement, Graines de troc est moteur dans la course à la neutralité carbone et c'est sur ce genre de pionniers que LRTZC compte s'appuyer pour rallier les citoyens à cet objectif, même si le fondateur de l'association, Sébastien Wittevert, reste sceptique sur le projet LRTZC. Il déplore que les millions d'euros du projet « ne soient pas forcément accessibles » pour des structures de terrain comme la sienne. « Ce n'est pas avec 8 000 euros qu'on va changer les choses. Il faut d'urgence changer de braquet ! »

Du long terme

Nombre d'autres outils, comme le comité citoyen ou la récente campagne de communication de la coopérative carbone pour inciter les habitants à s'investir dans ses projets, poussent aussi pour la conscientisation et l'engagement des citoyens. « On aimerait aller vers des publics plus éloignés de la question mais pas les plus éloignés, sinon on va s'épuiser, glisse Margaux Lambert. On essaie de repérer ceux qui sont le plus proches du passage à l'acte, de la prise de conscience. » Un travail de longue haleine. « On est sur du long terme », admet-elle.